

Pour que la prévention spécialisée garde ses principes d'action et ses spécificités



EDUCS DE PREV' PAS AGENTS DE TRANQUILLITÉ PUBLIQUE

La politique sécuritaire et répressive ne prend pas en compte les recherches universitaires et les diagnostics de terrain. Depuis des années, nous constatons le mépris des différents gouvernements vis-à-vis des travailleurs et travailleuses du social. La jeunesse populaire est considérée comme un problème et la réponse politique les criminalise. Nous rappelons les fondements de l'ordonnance 45 ordonnant la primauté de l'éducatif sur le répressif. La prise en compte de l'avis des populations ne doit pas être qu'un discours de façade et que nous ne sommes pas des agents de tranquillité publique. A travers notre travail nous laissons la place à la parole des mis à l'écart.

**EN DEHORS DES ALÉAS POLITIQUES
ET CIRCONSTANCIELS NOUS
DEMANDONS À PARTICIPER À LA
CONSTRUCTION DES DÉCISIONS EN
DIRECTION DE LA JEUNESSE.**

**Venez signer la pétition à Grenoble le 9 et 10 novembre, pendant les rencontres du CNLAPS et retrouvons-nous entre éducs à 20h
Au 102 rue d'Alembert pour une AG et un temps festif.**

NOUS REVENDIQUONS :

- ✖ Une prévention spécialisée actrice de la protection de l'enfance
- ✖ Des principes d'action indépendants des politiques
- ✖ Des financements pérennes à la hauteur des besoins des populations
- ✖ Une prise en compte de l'expertise des professionnel·les et des populations
- ✖ Des garanties pour préserver l'anonymat et de la libre adhésion

L'action sociale ne pourra pas s'adapter de façon pertinente aux problématiques de nos publics, tant que nous n'introduirons pas de critères d'évaluation donnant à voir l'intérêt, les enjeux de la relation éducative et ses effets produits. Nous exigeons que les outils informatisés respectent l'éthique et les principes de la prévention spécialisée, de la protection de l'enfance et les RGPD. Nous affirmons que les critères et outils utilisés ne permettent pas actuellement une réelle évaluation qualitative de l'action de la prévention spécialisée sur le terrain.

Actuellement, l'accent trop grand mis sur la quantité de jeunes accompagnés et le nombre d'heures effectuées dans chaque domaine particulier d'accompagnement, invisibilise totalement le travail minutieux d'écoute, d'observation, de soutien, de remise en question permanente, de valorisation du pouvoir d'agir, effectué par les éducateurs.trices tout au long de la relation éducative.

Les gouvernements successifs imposent une approche répressive et disciplinaire à l'accompagnement de la jeunesse et du travail social en général. Ils se concentrent sur la lutte contre la "délinquance" et la "radicalisation", et mobilisent un imaginaire guerrier avec les « quartiers de reconquête républicaine »

VENEZ DISCUTER AVEC NOUS DEVANT LE CENTRE DES CONGRES, PLACE ROBERT SCHUMAN LE JEUDI ET VENDREDI

AGIR AU SEIN ET AVEC LES MILIEUX DE VIE ET LES PUBLICS

Nous revendiquons la mise en œuvre de moyens suffisants pour faciliter une rencontre non jugeantes entre les individus. Les départements doivent fournir des dotations pérennes pour une prise en charge globale qui réponde à une problématique de territoire et pas à des problématiques spécifiques du public. C'est grâce à leur inscription sur un territoire que les éducs peuvent agir sur des problématiques individuelles. Nous sommes des "généralistes" de l'intervention sociale. Une présence sociale constante physique et relationnelle permet la connaissance et la confiance mutuelle.

Déconventionnement, diminution drastique de la dotation départementale, internalisation au département des éducs de prev' avec des missions autres...

Lorsque les services de prévention ne disparaissent pas purement et simplement, la perte de sens de nos missions, la disparition du dialogue social, le non-respect du public aboutissent à des démissions, des arrêts malades, et un accroissement des risques psycho-sociaux.

Ce sont les conséquences très concrètes de ces décisions irresponsables qui entraînent le travail social dans une crise profonde.

CCUE, OÙ EN EST-ON ?

Nos Fédérations ont formulé un droit d'opposition au projet employeur.

Les négociations stagnent et les propositions sont inquiétantes pour le futur des salariés du social et du médico-social.

NOUS DEMANDONS :

- ✗ Une extension du Sécur/Laforgade à toutes et tous sans conditions.
- ✗ Une convention collective unique de haut niveau, reprenant le meilleur de chaque convention.
- ✗ Face à l'inflation et à la misère salariale, l'urgence est bien à l'augmentation générale des salaires. Une vraie augmentation.

REJOIGNEZ NOTRE GROUPE DE TRAVAIL INTERSYNDICAL CAR IL EST IMPORTANT QUE LES ACTEURS-TRICES DE TERRAIN SOIENT EN LIEN DIRECT!